

La discrimination positive

Sujet :

« La discrimination positive est elle véritablement positive ? »

Introduction :

L'égalité exige que des individus et des groupes dans des situations différentes soient traités différemment. En France, ce principe est souvent appliqué lorsqu'il s'agit de combattre les inégalités de nature socio-économique. Il commence à être appliqué en matière d'inégalités hommes femmes. Mais il ne l'est pas en matière de discrimination raciale et ethnique.

La France a mis longtemps avant de mettre en place des moyens en lutte contre ce type de discrimination en faite jusqu'à récemment, l'existence même de discriminations raciales et ethniques était un sujet tabou au pays des « droits de l'homme et du citoyen » selon une expression pascal Noblet.

Aussi comme la montrer l'expérience américaine, des mesures sont utiles et indispensables pour corriger le rejet d'une société face à une « race » ou une « ethnie », elle a su l'instaurée avec « *l'affirmative action* ».

En France, la traduction qui est désormais la plus adapté est certainement celle de la *discrimination positive*.

La discrimination positive a été créée aux États-Unis non seulement en faveur des descendants d'esclaves mais aussi pour tous les citoyens souffrant de discrimination du fait de leur sexe ou de leur origine ethnique. Certains cherchent à l'étendre de nos jours en Europe à l'intention des plus défavorisés.

Le premier à utiliser l'expression Affirmative action est le président américain John Fitzgerald Kennedy ; elle fut ensuite reprise par son successeur à la Maison Blanche Lyndon Johnson. Leur idée était que, malgré les lois en faveur de l'égalité, les « Noirs » resteraient en retard par rapport au reste de la population américaine. Le but était de faire en sorte que les « Noirs » soient davantage représentés dans les emplois qualifiés, les universités, les médias, etc.

La « discrimination positive » est un principe : il s'agit d'instituer des inégalités pour promouvoir l'égalité, en accordant à certains un traitement préférentiel et sélectif. Mais n'est ce pas créer a nouveau une discrimination envers ce qui ne bénéficient pas de cette discrimination positive, aussi se pose la question de savoir si cette discrimination positive est réellement positive ?

Aussi a t-on compris ou comprendra t-on que cet instrument dit de discrimination positive a pour objectif premier de lutter contre des inégalités, corriger la différence au sein de la société c'est-à-dire lutter contre les discriminations existantes (I) mais à force de croire en une visée presque idéaliste, lutter contre une discrimination par l'instauration d'inégalités n'est ce pas créer à nouveau une discrimination envers ceux qui n'en bénéficient pas ?aussi, il semblerait que la discrimination positive semble avoir des effets néfastes (II).

I- la discrimination positive un moyen de lutte contre les discriminations :

La discrimination positive a pour objectif de corriger les imperfections d'une société inégalitaire : inégalité entre les femmes et les hommes, inégalité de « race », de condition de vie, d'éducation aussi pour remédier à ces problèmes, cette discrimination dite positive tend

vers la volonté de corriger ces discriminations au sens propre (A) par la mise en place d'un dispositif d'équité (B).

A- une volonté de corriger les inégalités « discriminatoire » :

La mise en œuvre des politiques de discrimination positive, obéit à une politique tendant à résorber des pratiques racistes ou sexistes, cela nécessitera la définition d'une « population-cible » à partir de traits « innés et indélébiles », appartenant à l'identité de l'individu (sexe, origine, classe sociale, etc...) on veut intégrer des « minorités ethniques » à la société.

Serte plus de trente ans après les états unis, un grand pas a été franchi en France, il aura fallu attendre l'an 2000 pour lever le voile sur la réalité des discriminations raciales et ethniques.

En réalité cette discrimination positive consiste à rétablir un système égale entre tous les citoyens, ne plus faire de distinction entre un tel ou un tel individu, c'est réinséré les « marginaux » de la société à la société.

En quoi consiste réellement cette discrimination positive ? à cette question, beaucoup répondent par une politique dite de justice sociale (est un concept socio-économique qui, partant du principe que la société a des aspects injustes) Les principes de cette justice sociale peuvent conduire à une réorientation des prestations publiques vers les plus nécessiteux. Il s'agit donc de mieux différencier les bénéficiaires de l'Etat Providence pour donner plus à ceux qui ont le moins... et généralement moins à ceux qui ont plus.

La discrimination positive consiste manifestement à corriger des discriminations existantes, le traitement préférentiel a semblé être une solution efficace pour atteindre cet objectif de correction des discriminations.

Elle consiste en une lutte contre les discriminations, l'état reconnaît que ce ne sont pas nécessairement les personnes issues de l'immigration ou des quartiers populaires qui ont un « défaut d'intégration », c'est selon lui la société majoritaire et dominante qui construit la différence et la violence à l'encontre des minorités visibles.

C'est finalement supprimer ce processus, ces attitudes et ces comportements empêchant des citoyens français et des ressortissant étrangers d'accéder à leurs droits.

Et c'est en raison de ces comportements raciaux et sexistes que la discrimination positive a été mise en place dans la visée de corriger ces discriminations, c'est donc un instrument de lutte contre les discriminations.

En réalité, c'est remettre en place un dispositif d'équité et d'égalité.

B- la discrimination positive une réponse à la demande d'égalité :

Selon Kent Greenwlat : « *L'expression Affirmative action désigne l'ensemble des mesures visant à accroître les avantages que les membres d'un groupe sous-représenté, qui a été victime de discrimination, retirent d'une politique sociale donnée, [en instituant ou non] un traitement préférentiel* ». ce traitement préférentiel consiste à redonné une place égale aux sous-représentés ou discriminés du groupe considéré.

C'est certainement en vertu de l'article 1^{er} de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1798 qu'il faille corriger ces discriminations, car au nom de ce principe d'égalité doit corriger les discrimination préexistante dans les sociétés, ne pas faire de distinction entre le « blanc » et le « noir », entre la femme et l'homme, entre le pauvre et le riche.

C'est rétablir cette inégalité des chances, **L'égalité des chances** affirme que chacun, quels que soient son origine sociale ou son lieu de naissance, doit avoir les mêmes chances de s'élever, par son propre **mérite**, dans l'échelle sociale.

Comment se traduit cette égalité en France, par quelles mesures?

" Le principe d'égalité ne s'oppose ni à ce que le législateur règle de façon différente des situations différentes, ni à ce qu'il déroge à l'égalité pour des raisons d'intérêt général, pourvu que, dans l'un l'autre cas, la différence de traitement qui en résulte soit en rapport avec l'objet de la loi qui l'établit ".

Ce principe constitutionnel a été affirmé par d'autre cour de justice tant en matière communautaire qu'en matière internationales, la seule exigence qu'elles émettent est que ce principe se fonde sur le fait que « la différenciation doit être fondée sur un critère objectif, raisonnable, " pertinent " au regard du but poursuivi ». En outre le Conseil Constitutionnel vérifie que ce but poursuivi soit légitime ainsi la discrimination positive doit être légitime. Ainsi comprendra-t-on qu'il en va de même pour toutes les mesures prises dans le but de l'instauration d'une politique de discrimination politique.

Il est donc légitime que : des mesures d'aides ou d'incitations en matière économique, éducative, de santé ou d'aménagement du territoire, fondées sur la nécessité de compenser un handicap individuel, social ou géographique soient mise en place.

Ces mesures pourront prendre par exemple la forme de dispositions fiscales favorables aux entreprises s'établissant dans les quartiers en difficulté ou dans les zones rurales déshéritées

Autre forme de discrimination positive, sans doute une des plus connu de notre régime d'insertion français, citons le système des « zones d'éducatons prioritaires » « ZEP » : elles ont pour but de faciliter l'accès à l'enseignement mais également à faciliter l'accès à certaines filières de formation, par exemple en créant un concours particulier ouvrant un certain nombre de places dans des organismes d'enseignement supérieur prestigieux aux élèves vivant dans des zones défavorisées. A ce sujet la en 2001, le Conseil Constitutionnel dans sa décision du 11 juillet 2001 a déclaré le que législateur pouvait autoriser l'Institut d'études politiques de Paris à recruter des étudiants au travers d'une procédure particulière réservée aux élèves des établissements classés en « zone d'éducation prioritaire » (ZEP) Il l'a admis en considérant que, dans cette matière, le législateur disposait d'un pouvoir d'appréciation et que, de surcroît, la mesure allait dans le sens de l'exigence constitutionnelle d'égal accès à l'instruction (treizième alinéa du Préambule de 1946). Dans le même temps, il a exigé que la sélection opérée parmi les élèves issus des ZEP ne soit pas arbitraire.

La discrimination positive peut également reposer sur une politique de l'accès prioritaire pour certains emplois aussi citons la jurisprudence du 24 avril 2004 du Conseil Constitutionnel, qui autorisait l'accès aux postes d' « assistants d'éducation » (personnel contractuel de surveillance), une priorité aux étudiants boursiers.

Aussi a travers toute ces exemples, on supposera que la politique de discrimination positive a le soutien du Conseil Constitutionnel même si il y met certaines réserve, en s'appuyant sur des critères d'appréciation pour assurer à chaque individus ses droits en raison de son ethnie, son sexe, ou de son cadre de vie.

Aujourd'hui, la discrimination positive ouvre la voie à de nombreux débats sans fin, car il apparaît évident qu'en bien même la mise en œuvre de politique de « discrimination positive » semble rétablir une certaine harmonisation sociale il n'empêche qu'elle engendre une autre forme de discrimination pour ceux qui en bénéficient pas.

II- « Une politique positive aux effets discriminatoires » :

Quand bien même que certains pensent que la discrimination positive a un effet de correction, une politique dont la visée est de rétablir une certaine équité ou égalité entre les individus, il n'en n'est pas moins que cet instrument apparaît presque comme « **anticonstitutionnel** » en ce qu'elle remet en cause le principe d'égalité (A) au travers de son apparence différentielle et semble se heurter à des débats qui ne cachent pas leurs oppositions (B)

A- la discrimination positive remise en cause du principe d'égalité ?

Le principe d'égalité est de tous les principes constitutionnels, celui qui est le plus souvent invoqué devant le Conseil constitutionnel, sans doute en ce qu'il apparaît comme le principe fondamental des droits de l'homme, un principe presque inhérent à l'homme.

La discrimination positive en instaurant une politique préférentielle ne porte-t-elle pas atteinte à ce principe même d'égalité en effet, si l'on doit se baser sur les principes constitutionnels, il apparaît nettement qu'elle les entrave aussi si :

Y a-t-il une véritable égalité quand certains sont dispensés de concours pour l'entrée dans de grandes écoles et d'autres non parce qu'il est issu de ZEP ? L'évalue-t-on sur ses vertus et ses talents ?

« Les hommes naissent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune » (article 1er de la Déclaration de 1789), *« La loi doit être la même pour tous, soit qu'elle protège soit qu'elle punisse. Tous les citoyens, étant égaux à ses yeux, sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents »* (article 6). *« Tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance possède des droits inaliénables et sacrés »* (préambule de la Constitution de 1946, alinéa 1), *« La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme »* (alinéa 3). La France *« assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction »*

Tous ces principes constitutionnels évoquent l'égalité, hors il apparaît clairement que la discrimination positive ne répond pas à tous ces principes et le Conseil constitutionnel valide au travers ces décisions cette position en effet en 1982 et en 1999, il explique que *« ces principes constitutionnels s'opposent à toute division par catégories des électeurs ou des éligibles »* et qu'il invalide en conséquence les quotas par sexe ou la parité dans les élections, de même, en consacrant une *« préférence autochtone »* en matière d'accès aux emplois et professions et même à la propriété foncière, il détourne l'article 1er qui interdit les distinctions entre citoyens français fondées sur la race ou l'origine.

La discrimination positive apparaît comme inconstitutionnelle en ce que elle crée une différence entre les individus, elle favorise certains au détriment d'autres, sans prendre réellement en considération les vertus et les talents, elle détourne la volonté même du principe d'égalité.

B- une politique très contestée et en débat :

Cette politique est véritablement contestée au travers les débats beaucoup pensent qu'elles a des « effets pervers » que c'est une « stratégie opportuniste ».

En effet le risque que peut engendrer la discrimination positive et le renforcement des préjugés elle conduit toujours à recruter ou promouvoir des individus moins méritants ou compétents aussi citons pour cela le cas des ZEP en effet pourquoi un élève de la ZEP pourrait accéder aux grandes écoles sans concours préalable alors que les autres étudiants sont confrontés au système, il apparaît là une politique totalement injuste car ce n'est pas parce que on est issu d'un autre espace autre que ceux classés parmi les prioritaires que l'on répond

forcément à la norme, le risque de système de ZEP et que certains peuvent en bénéficiaient sans un réel mérite il suffit que l'on déménage dans une ZEP pour bénéficier des privilèges. De plus elle génère à cet effet un sentiment de frustration pour ceux qui ne bénéficient pas de cette politique car finalement un pouvoir qui dit oui à chacun est assuré de déplaire à tous et de susciter une insatisfaction générale, et quand la frustration apparaît, elle engendre de la jalousie face à ces minorités et donc elle peut donner lieu à nouveau à une forme de racisme.

Par ailleurs, ce principe de sélectivité fait courir le risque de stigmatiser les pauvres et de provoquer un retour en arrière aux temps moralisateurs de l'assistance. Il découpe en effet la société en deux blocs, les bénéficiaires et les exclus.

De plus la discrimination positive semblerait improductive, Toutes les études le montrent, depuis qu'elle fut appliquée dans certains états américains à la fin des années 60, la " discrimination positive " donne des résultats très discutables en matière d'efficacité économique. En privilégiant l'appartenance raciale sur les compétences individuelles, elle nuit gravement à la sélection des talents qu'exige une société moderne et concurrentielle.

Certain pense que la discrimination positive « *est fondée sur une vision élitiste du bonheur* » En effet, l'objet ultime de la politique consiste à chercher le Bien Commun, ou encore le bonheur du plus grand nombre. Cet objectif apparaît comme impossible.

Aujourd'hui la discrimination positive apparaît comme une demande en réponse des quotas, on a des quotas que l'on doit respecter.